

UN LIBRARY

SEP 15 1980



NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



UN/EA COLLECTION

CONSEIL  
DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE

A/35/424

S/14141 ✓

2 septembre 1980

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-cinquième session

Point 50 de l'ordre du jour provisoire\*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-cinquième année

Lettre datée du 29 août 1980, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le mémorandum publié le 26 août 1980 par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam au sujet de la tension qui règne actuellement en Asie du Sud-Est et de la façon correcte de résoudre cette situation et de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de ce mémorandum et de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la  
République socialiste du Viet Nam  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) HA VAN LAU

\*A/35/150.

ANNEXE

MEMORANDUM

DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE  
DU VIET NAM

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam estime qu'il faut faire connaître la vérité sur la tension qui règne actuellement dans l'Asie du Sud-Est et sur la façon correcte de résoudre cette situation.

Première partie

D'OU VIENT LA MENACE A LA SECURITE DE LA THAILANDE ET A LA PAIX  
ET A LA STABILITE DANS L'ASIE DU SUD-EST?

Les milieux dirigeants thaïlandais et diverses autres personnes considèrent que la situation au Kampuchea et la présence de troupes vietnamiennes dans ce pays constituent une menace à la Thaïlande et sont la raison de l'absence de paix et de stabilité dans la région.

Où est la vérité?

1. Au cours des 40 dernières années, l'Asie du Sud-Est a été l'une des régions les plus instables du monde, une région où la guerre a sévi sans interruption et qui n'a jamais connu la paix. Elle a été un important théâtre d'opérations pendant la deuxième guerre mondiale; après 1945, de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est ont été victimes des guerres coloniales menées par les colonialistes français, britanniques et néerlandais, puis est venue la guerre d'agression menée en Indochine par les impérialistes américains. Depuis 30 ans et davantage, les milieux dirigeants chinois, agissant par l'intermédiaire d'organisations maoïstes et de l'Agence des ressortissants chinois et par d'autres voies, ont fomenté des guerres civiles et des troubles en Birmanie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, organisé un coup d'Etat en Indonésie et revendiqué le territoire de divers pays de l'Asie du Sud-Est. La Chine a clairement fait connaître son dessein d'exercer seule le contrôle sur la mer orientale. (Les cartes publiées par la Chine depuis 1950 placent la frontière de la Chine dans la mer méridionale à douze mille des côtes du Viet Nam, de la Malaisie, de l'Indonésie et des Philippines, sans tenir donc aucun compte de la zone économique exclusive et du plateau continental de ces pays.) La Chine a eu recours à la force pour s'emparer de l'archipel vietnamien Hoang Sa (Paracels) en janvier 1974 et elle revendique la souveraineté sur l'archipel vietnamien Truong Sa (Spratleys). Après la défaite des impérialistes américains en Indochine, les milieux dirigeants réactionnaires de Beijing se sont employés, par l'intermédiaire du régime génocide de Pol Pot, à faire du Kampuchea le tremplin de leur expansion, ils ont mené une guerre d'agression contre le

Viet Nam sur deux fronts, ils ont gravement menacé le Laos et suscité une hostilité entre les pays de l'ANASE et les pays indochinois, tout en continuant à aider les rébellions maoïstes contre les gouvernements des pays de l'Asie du Sud-Est.

Les vraies causes de la destruction à la base de l'indépendance, de la paix et de la stabilité dans la région ont donc été du début des années 40 jusqu'en 1975 le militarisme, le colonialisme, l'impérialisme américain et la réaction chinoise. A l'heure actuelle, la politique d'expansion et d'hégémonie menée par les milieux dirigeants de Beijing, agissant en collusion avec les impérialistes américains, constitue une menace générale, directe et à long terme à l'indépendance, à la paix et à la stabilité des pays de cette partie du monde. En revanche, parallèlement à la lutte des peuples de l'Asie du Sud-Est, le combat tenace et victorieux mené par les trois peuples indochinois contre le colonialisme, l'impérialisme américain et l'expansionnisme de Beijing a permis d'éliminer les obstacles au développement des pays de la région et a largement contribué à la défense de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde entier. L'histoire a montré que l'Union soviétique a toujours été l'amie des peuples de l'Asie du Sud-Est et qu'elle a fermement soutenu la lutte pour la paix, l'indépendance et la prospérité menée par les trois pays d'Indochine et par les peuples des autres pays de la région.

2. Malgré les défaites qu'ils ont essuyées au Kampuchea, au Viet Nam et au Laos en 1979, les milieux dirigeants réactionnaires de Beijing ne renoncent pas à leur politique d'hostilité contre les trois pays d'Indochine et s'efforcent de réaliser leurs visées expansionnistes et hégémonistes en Asie du Sud-Est. Ils continuent à se faire beaucoup d'illusions sur l'avantage qu'ils pourraient tirer de l'actuelle saison des pluies pour intensifier leurs activités contre les trois pays d'Indochine. En collusion avec les Etats-Unis, par l'entremise de la Thaïlande, ils s'efforcent de repousser ce qui reste des troupes de Pol Pot et d'autres réactionnaires khmers de Thaïlande au Kampuchea pour qu'elles mènent leurs activités subversives contre la révolution kampuchéenne et entretiennent ainsi les hostilités le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande. Simultanément, ils se livrent à une campagne internationale acharnée pour conserver un siège à l'Organisation des Nations Unies à la clique de Pol Pot, pour empêcher les autres pays de reconnaître le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen, pour saper la tendance au dialogue entre les pays de l'ANASE et le Viet Nam et pour torpiller la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. En même temps, les réactionnaires de Beijing intensifient leurs activités antivietnamiennes dans tous les domaines : en retardant la troisième série de négociations entre le Viet Nam et la Chine, en envoyant des renforts de troupes à la frontière sino-vietnamienne, en intensifiant les provocations armées et les violations par terre, par air et par mer, de la souveraineté territoriale du Viet Nam, en imposant un blocus économique, en menant une guerre psychologique, en faisant des tentatives répétées pour fomenter des troubles à l'intérieur du Viet Nam et en réitérant la menace de "lancer une nouvelle attaque contre le Viet Nam". Ils se sont montrés encore plus intimidants et plus menaçants à l'encontre du Laos, et ils ont intensifié leurs efforts pour instaurer leur "évolution pacifique", et susciter des troubles au Laos, diviser le Laos, le Viet Nam et le Kampuchea et pour saper la solidarité des trois pays d'Indochine. Le prétendu "rapatriement volontaire" et une série de provocations armées que

la Thaïlande a déclenchées le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, les incursions thaïlandaises en territoire lao le long du Mékong, la fermeture par la Thaïlande de sa frontière avec le Laos et la campagne de calomnies actuellement menée contre le Viet Nam sont autant d'éléments calculés, coordonnés, des vastes desseins criminels de Beijing.

L'opinion publique n'a d'autre choix que de demeurer vigilante en présence de l'activité fébrile des autorités américaines, alors qu'elles accentuent leur collusion avec les expansionnistes de Beijing dans des machinations dirigées contre les trois pays d'Indochine. L'administration Carter s'est livrée avec la Chine à un bruyant récital de calomnies contre le Viet Nam et a aidé les milieux dirigeants thaïlandais à aggraver leurs violations de la souveraineté territoriale du Kampuchea : elle a organisé un pont aérien pour envoyer d'urgence en Thaïlande des armes d'infanterie, des chars et de l'artillerie lourde, elle y a renforcé son personnel militaire et des unités de la marine américaine se sont rendues en Thaïlande; l'administration Carter a aussi fait pression sur l'ANASE pour qu'elle se transforme en alliance militaire et poursuit des plans visant à créer de nouvelles bases de bombardiers stratégiques B-52 en Australie...

3. Au cours des 40 dernières années, tous les agresseurs des trois pays d'Indochine se sont efforcés de dissimuler leurs intentions et de justifier leurs actes d'agression sous le prétexte d'une "opposition au danger d'expansion communiste".

En 1979, la Chine et les Etats-Unis ont conduit une série de campagnes calomnieuses accusant le Viet Nam d'"attaquer le Kampuchea", d'"exporter des réfugiés", d'"utiliser des agents chimiques toxiques au Kampuchea", d'"organiser la famine en vue d'exterminer la nation kampuchéenne", d'"envahir la Thaïlande" ... Pourtant, la vérité sur les événements de l'année passée ou plus anciens constitue un démenti à ces allégations calomnieuses. Maintenant, ils ont inventé une histoire concernant une prétendue "menace vietnamienne contre la Thaïlande", dans l'intention de déclencher une campagne antivietnamienne.

Le Viet Nam menace-t-il la Thaïlande?

Le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea n'ont jamais envoyé de troupes en Thaïlande à aucune époque de l'histoire. Mais le Laos et le Kampuchea ont souvent été victimes d'une agression thaïlandaise, de la même manière que le Viet Nam a été victime d'une agression chinoise, sans oublier trois invasions thaïlandaises.

Au cours des 40 dernières années seulement, la Thaïlande a envoyé deux fois ses troupes envahir les pays d'Indochine : en 1940, elle a envoyé des troupes s'emparer de quatre provinces kampuchéennes et d'une partie du territoire lao située sur la rive occidentale du Mékong et, dans les années 60, elle a envoyé des troupes au Viet Nam, au Laos et au Kampuchea, participer à la guerre d'agression des impérialistes américains contre les trois pays d'Indochine. En outre, à deux reprises au cours des 40 dernières années, elle a laissé les ennemis des trois pays d'Indochine utiliser le territoire thaïlandais comme base d'attaque. Au cours

des années 60, les Etats-Unis ont établi des bases militaires au service des entreprises des réactionnaires kampuchéens et laos contre les trois pays d'Indochine. A la fin des années 50 et au début des années 60, la Thaïlande s'est montrée hostile à la politique de neutralité du Kampuchea et du Laos. Certains membres des milieux dirigeants thaïlandais nourrissent encore une ambition de grande puissance : faire entrer le Laos et le Kampuchea dans la sphère d'influence de la Thaïlande. Il est clair que la menace d'une agression du Viet Nam contre la Thaïlande n'existe pas, mais que, ce qui existe, c'est la collusion de la Chine, le principal agresseur avec lequel le Viet Nam a dû compter tout au long de l'histoire, et de la Thaïlande, le principal agresseur avec lequel le Kampuchea et le Laos ont dû compter tout au long de l'histoire, contre les trois pays d'Indochine.

Pendant toute leur longue histoire comme, d'ailleurs, au cours des cent et quelques dernières années, les peuples des trois pays indochinois ont été fréquemment victimes de forces extérieures d'agression. Les colonialistes, les militaristes, les impérialistes américains et les expansionnistes chinois ont tous eu l'ambition de les dominer. Ils ont considéré que ces trois pays ne formaient qu'un seul champ de bataille, tout en essayant pourtant de semer la discorde entre eux, de susciter des inimitiés nationales et de les dresser les uns contre les autres. Les peuples de ces trois pays ont toujours eu le même ennemi commun. Afin d'acquiescer et de défendre leur indépendance et leur liberté, il est donc vital que les trois nations soient étroitement unies pour combattre leur ennemi commun. C'est dans cet esprit que le Viet Nam a envoyé à trois reprises des troupes pour lutter aux côtés des peuples fraternels du Laos et du Kampuchea contre l'ennemi commun. Les deux premières fois, les troupes vietnamiennes ont été retirées à la fin de la guerre. Cette fois, des troupes armées vietnamiennes se trouvent au Laos et au Kampuchea au terme des traités de paix, d'amitié et de coopération, conclus d'une part entre le Viet Nam et le Laos et d'autre part entre le Viet Nam et le Kampuchea, pour aider à défendre l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la vie laborieuse et paisible de chaque peuple. Les troupes vietnamiennes, luttant côte à côte avec les peuples fraternels du Laos et du Kampuchea, ne sont jamais sorties du territoire des trois pays et la guerre ne s'est jamais étendue en dehors de la péninsule indochinoise. La présence de troupes vietnamiennes au Kampuchea et au Laos ne menace personne, elle n'est que la manifestation de l'assistance mutuelle accordée pour défendre l'indépendance et la liberté de chaque pays contre les forces d'agression et contre ceux qui voudraient saboter la paix et la stabilité des pays de la région.

Les autorités thaïlandaises ont à maintes reprises rejeté la proposition vietnamienne de conclure un traité de non-agression entre le Viet Nam et la Thaïlande, en proclamant que le Viet Nam ne posait aucune menace. Mais en même temps, elles se sont jointes à la Chine et aux Etats-Unis pour faire grand tapage autour d'un prétendu danger d'agression vietnamienne. Ce que veulent en fait la Chine, les Etats-Unis et la Thaïlande, c'est que les Vietnamiens soient les seuls à prendre des engagements de façon à leur lier les mains, ce qui laisserait à la Thaïlande les coudées franches pour s'ingérer dans les affaires du Kampuchea et du Laos et agir contre le Viet Nam sans risquer une riposte.

4. Les réactionnaires de Beijing tout en prétendant se soucier de la sécurité de la Thaïlande, sont en fait en train d'attirer cette dernière dans un piège dangereux. Les visées expansionnistes et hégémonistes de la Chine l'amènent à tenter constamment d'impliquer d'autres pays dans un affrontement et dans une guerre pendant qu'elle-même reste en dehors et profite de la situation. Elle essaie par tous les moyens possibles de transformer l'hostilité qui règne entre elle et les pays indo-chinois en une hostilité entre la Thaïlande et les pays de l'ANASE d'une part et les pays indochinois de l'autre. La Chine veut, par l'intermédiaire de la Thaïlande, entretenir et équiper ce qui reste des troupes de Pol Pot et utiliser le territoire thaïlandais comme tremplin pour mener une longue "guerilla" contre le peuple kampuchéen afin de créer une tension le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande. La Chine était, autrefois, prête à lutter contre les Etats-Unis jusqu'au dernier Vietnamien et récemment a essayé, par l'intermédiaire de la clique de Pol Pot, de lutter contre le Viet Nam jusqu'au dernier Kampuchéen; de même, le projet extravagant de Beijing est maintenant de lutter contre le Kampuchea et le Viet Nam jusqu'au dernier Thaïlandais. Les milieux dirigeants réactionnaires de Beijing essaient de toutes leurs forces de dresser les pays de l'ANASE contre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea afin d'affaiblir les trois pays indochinois et de déstabiliser les pays de l'ANASE. Ces efforts pour faire progresser les plans d'hégémonie de la Chine ressemblent à ceux qu'elle fait pour amener l'OTAN à un affrontement avec le Bloc de Varsovie et les Etats-Unis à une guerre avec l'Union soviétique de sorte que toutes les parties soient affaiblies, et que la Chine, restée spectatrice, puisse s'assurer l'hégémonie mondiale.

Bref, les calculs stratégiques des milieux dirigeants réactionnaires de Beijing sont tout à fait contraires aux intérêts des peuples de l'Asie du Sud-Est qui sont que la paix, la stabilité et la coopération règnent entre les pays de la région; ils sont aussi contraires aux intérêts de la paix mondiale et de la coopération internationale.

## Partie II

### COMMENT PRESERVER LA PAIX ET LA STABILITE DANS LE SUD-EST ASIATIQUE ET CALMER LA TENSION QUI REGNE LE LONG DE LA FRONTIERE ENTRE LE KAMPUCHEA ET LA THAILANDE?

1. L'analyse ci-dessus montre que si l'on veut instaurer une paix et une stabilité durables en Asie du Sud-Est il faut, comme condition essentielle, mettre un terme à la politique chinoise qui consiste à recourir à la force militaire, aux menaces d'agression et à des actes subversifs contre les trois pays indochinois ainsi qu'à se livrer à des activités subversives contre les autres pays de l'Asie du Sud-Est par l'intermédiaire des rebelles maoïstes, afin de permettre à la Chine d'assurer son expansion et son hégémonie dans l'Asie du Sud-Est; il faut respecter les droits nationaux des peuples de la région, en particulier le droit du peuple kampuchéen de se débarrasser du régime génocide de Pol Pot, agent de l'expansionnisme de Beijing, et d'édifier son pays, le Kampuchea, selon ses aspirations.

La présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea est la conséquence de l'utilisation par la Chine du fantoche Pol Pot et de la clique de Ieng Sary contre

le Kampuchea et le Viet Nam et des menaces chinoises contre les droits nationaux du Kampuchea et du Viet Nam. Dès que la Chine aura cessé ses menaces contre la paix et la sécurité du Kampuchea et du Viet Nam, et lorsque le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen en fera la demande, les troupes vietnamiennes seront retirées.

La clef du règlement du prétendu "problème kampuchéen" est que la Chine mette fin à sa politique d'hostilité contre les trois pays indochinois. Mais la Chine essaie traîtreusement de créer une diversion en dressant la Thaïlande et les autres pays de l'ANASE contre les pays indochinois afin de torpiller la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est.

Les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les pays indochinois ont des divergences de vues tout en ayant un même intérêt, à savoir le maintien de la paix, de la stabilité et de la coopération, car ils souhaitent devenir chacun à leur façon des pays prospères. Les pays indochinois et les cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est doivent les uns et les autres s'occuper de leur sécurité. Ce qu'il faut, c'est que chacun respecte les intérêts légitimes des autres. Les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les pays indochinois devraient oublier leurs divergences de vues afin d'encourager une coopération et une amitié durables fondées sur la compréhension mutuelle, le respect des intérêts légitimes des uns et des autres et la coexistence pacifique sans ingérence étrangère. Tel est l'esprit et l'essence même des propositions de paix formulées dans le communiqué commun de la première conférence des Ministres des affaires étrangères des trois pays indochinois tenue à Phnom Penh, le 5 janvier 1980, propositions qui ont été exposées plus en détail dans la déclaration de la deuxième conférence des Ministres des affaires étrangères des trois pays indochinois tenue à Vientiane, les 17 et 18 juillet 1980. Le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea attachent une importance particulière à leurs relations avec la Thaïlande. De bonnes relations entre la Thaïlande et les pays indochinois constituent un élément important des efforts contribuant à la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est aussi les trois pays indochinois ont-ils affirmé qu'ils respectaient l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Thaïlande à l'intérieur de ses frontières actuelles. Il est nécessaire de souligner à cet égard qu'on ne peut s'attendre à ce que les engagements soient unilatéraux. La partie thaïlandaise devrait elle aussi faire preuve de bonne volonté, non seulement en paroles mais par des actes concrets. Le peuple thaïlandais lui-même exige des autorités de Bangkok qu'elles agissent dans l'intérêt national légitime de la Thaïlande et non pour le compte de Beijing dont on connaît les fins expansionnistes et le désir d'hégémonie.

2. Tout en s'efforçant d'établir en Asie du Sud-Est une région de paix et de stabilité et d'éliminer les obstacles créés par la politique d'expansion et d'hégémonie de Beijing, il faut sur le champ résoudre un problème pressant, à savoir trouver dans les plus brefs délais une solution à la situation potentiellement explosive qui règne le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea.

A cette fin, le Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea a formulé une proposition en quatre points.

Les milieux dirigeants thaïlandais ont rejeté cette proposition de la partie kampuchéenne et les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont publié une déclaration commune en douze points à Manille, le 1er août 1980.

En comparant les positions adoptées par le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen et la Thaïlande, on peut clairement voir qui fait preuve de bonne volonté, quelle est la voie correcte et juste vers la paix et la stabilité le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande qui contribue à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est.

- a. Question de la création d'une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande :

Le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen a proposé que "le Kampuchea et la Thaïlande s'engagent à maintenir la paix et la stabilité dans les zones frontalières et à s'abstenir de faire de ces zones des tremplins dont chacun se servirait pour violer la souveraineté de l'autre", ainsi qu'à

"Etablir une zone démilitarisée dans les régions frontalières entre les deux pays et à envoyer une commission mixte bi-partite chargée d'appliquer les accords garantissant la paix et la stabilité le long de la frontière et de s'entendre sur une forme de contrôle international."

La partie thaïlandaise a rejeté la proposition kampuchéenne en invoquant le fait que la Thaïlande n'est pas partie au conflit au Kampuchea et que le territoire du Kampuchea n'est le théâtre que d'accrochages entre groupes adverses. On sait fort bien cependant que depuis plus d'un an, la situation au Kampuchea n'a cessé de se stabiliser et que les accrochages se sont produits non pas à l'intérieur du territoire kampuchéen mais dans les zones frontalières du Kampuchea et de la Thaïlande où les troupes de Pol Pot restantes et d'autres groupes khmères réactionnaires se sont infiltrés à partir de la Thaïlande avec la protection et l'assistance de la Thaïlande afin de semer le désordre. Les accrochages le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande ainsi que les concentrations massives de forces armées des deux côtés de la frontière ont créé une situation très tendue et très explosive qui est une cause de préoccupations pour l'opinion mondiale. Toutes les mesures proposées par la partie thaïlandaise (création de zones d'habitation sûres, contrôle par l'ONU...) tiennent à la situation de part et d'autre de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, qui en soi montre qu'il existe depuis plus d'un an, en particulier depuis juin 1980, des éléments déstabilisateurs de part et d'autre de la frontière entre les deux pays. Certains membres des milieux dirigeants thaïlandais ont constamment proclamé que "la menace contre la sécurité de la Thaïlande venait du Kampuchea", or maintenant ils prétendent qu'il ne se pose pas de problème à la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande. On peut donc en conclure que la propagande qu'ils mènent depuis plus d'un an au sujet d'une menace pesant sur la Thaïlande est purement et simplement un tissu de mensonges destiné à leur servir de prétexte pour s'immiscer dans les



affaires du Kampuchea et masquer le fait qu'ils essaient de toutes leurs forces d'aider la clique de Pol Pot et d'autres groupes réactionnaires khmères à se servir de "sanctuaires" en Thaïlande pour s'opposer au peuple Kampuchéen.

Les milieux dirigeants thaïlandais ont également soutenu que la création d'une zone démilitarisée du côté thaïlandais de la frontière équivaut pour la Thaïlande à perdre sa souveraineté sur ladite zone et à renoncer à une partie de son territoire; s'ils craignent que la Thaïlande perde une partie de sa souveraineté alors pourquoi réclament-ils la création d'une zone démilitarisée de paix à l'intérieur du Kampuchea?

La Thaïlande a proposé la création uniquement en territoire kampuchéen d'une zone démilitarisée de paix où le pouvoir du Gouvernement kampuchéen serait aboli et remplacé par celui de l'ONU tandis que du côté thaïlandais de la frontière il n'y aurait que des observateurs des Nations Unies. Il est donc évident que la Thaïlande souhaite abolir la souveraineté du Kampuchea sur une partie du territoire kampuchéen, créer un Etat dans l'Etat et, par la présence d'observateurs des Nations Unies, légaliser les "sanctuaires" des réactionnaires khmères de part et d'autre de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea. Elle entend éliminer la présence des forces armées kampuchéennes dans les régions frontalières kampuchéennes alors que les forces armées thaïlandaises, y compris l'artillerie et les forces aériennes, non seulement auraient le droit d'être stationnées tout près de la frontière, constituant ainsi une menace constante pour la souveraineté et le territoire du Kampuchea mais encore seraient libres de soutenir les groupes khmères réactionnaires qui s'infiltreraient au Kampuchea afin de s'opposer à la révolution kampuchéenne sans craindre de contre-attaques.

Comme on le sait bien, les vestiges des troupes de Pol Pot et autres groupes réactionnaires khmères au Kampuchea ne sont pas les seuls groupes de bandits armés à se cacher dans les zones frontalières situées entre le Kampuchea et la Thaïlande. Il existe également en Thaïlande et dans plusieurs autres pays de l'Asie du Sud-Est des groupes armés de rebelles maoïstes hostiles aux gouvernements. Va-t-on aussi juger utile de créer des zones de paix démilitarisées en Thaïlande et dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est pour offrir à ces rebelles maoïstes des sanctuaires où ils seront en sécurité sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Les divers pays n'ont-ils pas le droit de prendre les mesures de sécurité nécessaires pour punir les rebelles armés ennemis du peuple?

De toute évidence, la proposition de la Thaïlande vise non pas à éviter les affrontements et à atténuer les tensions, mais au contraire, à violer la souveraineté du Kampuchea et à s'immiscer dans ses affaires intérieures, conformément aux desseins de Beijing. En revanche, aux termes de la proposition présentée par le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen, la création d'une zone démilitarisée signifierait seulement qu'il n'y aurait aucune force armée ni aucune activité militaire à l'intérieur de la zone délimitée par les deux parties, que les services administratifs civils de chacune des parties continueraient à exercer leur pouvoir et que les civils poursuivraient leurs activités habituelles dans la zone démilitarisée, le contrôle international dans cette zone démilitarisée

devant faire l'objet d'un accord mutuel sur la base du respect de la souveraineté de chaque pays. En bref, le but de la zone démilitarisée, selon la définition proposée par le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen est d'éviter les accrochages militaires, de préserver la paix et la stabilité dans la zone frontalière, de garantir la souveraineté et la sécurité de chacun des pays et de permettre à la population des deux pays vivant dans la zone frontalière de mener une vie normale.

b. Problème des réfugiés kampuchéens en Thaïlande et de l'aide humanitaire :

Les points 2 et 3 de la proposition en quatre points présentée par le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen contient des mesures propres à assurer un règlement équitable de ces problèmes humanitaires. Toutefois, la partie thaïlandaise s'obstine dans son tort.

Les milieux dirigeants thaïlandais prétendent qu'il faut créer des zones d'habitation protégées ou une zone de paix démilitarisée sur le territoire kampuchéen pour assurer la sécurité des réfugiés. S'ils sont véritablement préoccupés par la sécurité des réfugiés, pourquoi ne les transfèrent-ils pas dans des centres éloignés des zones de combats ou dans des pays tiers, comme ils le souhaitent? Pourquoi ont-ils installé les réfugiés kampuchéens dans les zones situées le long même de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea où se produisent des affrontements militaires et exigent-ils ensuite que leur sécurité soit assurée? Pourquoi ont-ils fait des camps de réfugiés des sanctuaires pour les forces armées réactionnaires khmères? Pourquoi se sont-ils servis de l'opération de rapatriement des réfugiés pour masquer les infiltrations militaires des forces réactionnaires khmères au Kampuchea? S'ils sont véritablement mûs par des motifs humanitaires, pourquoi ont-ils délibérément transformé le problème des réfugiés et des secours en conflits politiques et en provocations qui ont abouti à des affrontements militaires?

Ce n'est un secret pour personne que, parmi les réfugiés kampuchéens en Thaïlande se trouvent des civils qui ont quitté leur pays parce qu'ils souffrent de la famine, parce qu'ils avaient peur de la guerre ou parce que les troupes restantes de Pol Pot les ont contraint par la force à s'enfuir avec eux. Parmi les réfugiés civils, l'on compte un nombre relativement important de membres des troupes de Pol Pot et d'autres réactionnaires armés khmers qui sont également considérés comme des réfugiés par la Thaïlande. D'après la Convention de Genève sur le statut de neutralité de 1949 et la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, les vestiges des troupes de Pol Pot et les autres forces armées khmères luttant contre le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen qui se sont enfuis en Thaïlande ne peuvent être considérés comme des réfugiés. Ils doivent être désarmés et regroupés dans des camps séparés éloignés des zones de combat. Toutefois, les autorités thaïlandaises ont permis aux réactionnaires armés khmers de rester dans les camps de réfugiés situés à la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea et de contrôler ces camps, et elles demandent maintenant que ces camps soient transférés à l'intérieur du territoire kampuchéen dans des prétendues "zones de paix démilitarisées", ce qui prouve que les dirigeants thaïlandais ne se soucient pas d'assurer la sécurité des réfugiés. En fait, la clique de Pol Pot,

n'exerçant plus aucun contrôle sur la population ni le territoire kampuchéen, on a été obligé d'utiliser l'étiquette humanitaire pour créer des camps de réfugiés que l'on peut placer sous le contrôle des réactionnaires armés khmers afin de leur permettre de s'implanter à l'intérieur du Kampuchea. Si l'on se penche vraiment sur le problème des réfugiés, quel autre pays a créé des "sanctuaires" inviolables sur son territoire pour encourager des réfugiés de son pays à s'y installer?

Sous le prétexte de fournir une aide de façon équitable aux deux parties, les autorités thaïlandaises insistent pour que les secours en nature soient distribués dans la zone frontalière entre la Thaïlande et le Kampuchéa et soient transportés de Thaïlande au Kampuchea par voie terrestre. Ce qui s'est passé en réalité c'est que depuis plus d'un an, trois-quart des secours en nature fournis par les pays occidentaux par l'intermédiaire d'organisations humanitaires internationales ont été envoyés dans les zones frontalières entre la Thaïlande et le Kampuchea et un quart seulement a été livré à l'intérieur du territoire kampuchéen. De nombreux observateurs objectifs ont affirmé qu'en fait les réfugiés kampuchéens n'ont pratiquement reçu aucun secours en nature : la quasi totalité de ces secours se sont retrouvés entre les mains de la clique de Pol Pot et des autres réactionnaires khmers. En novembre 1979, une représentante du Congrès des Etats-Unis, Mme Holtzman s'est rendue dans un camp de réfugiés situé à la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchéa et a déclaré qu'elle avait trouvé que "les soldats de Pol Pot avaient l'air en bonne santé et bien nourris alors que les enfants mouraient de faim" (VOA, 5 novembre 1979). Plusieurs personnes appartenant aux milieux dirigeants thaïlandais ont même eu l'impudence d'essayer de faire pression sur les organisations internationales afin qu'elles distribuent les secours en nature dans la zone frontalière, les menaçant d'interrompre les transports aériens et maritimes de ces secours de Bangkok à Phnom Penh si elles refusaient d'obtempérer. En 1979, la famine existait au Kampuchea, toutefois, la situation n'était pas aussi grave que l'ont proclamé les appareils de propagande en Thaïlande, en Chine et aux Etats-Unis. L'ampleur de la famine au Kampuchea a été délibérément exagérée, et on a cité des chiffres s'élevant à plus d'un million de marks (alors qu'en fait il n'y avait que 150 000 réfugiés). Le but de l'opération était de se servir du prétexte de l'aide humanitaire pour ravitailler les réactionnaires khmers d'inciter les Kampuchéens à se réfugier en Thaïlande de façon à ce que ces réactionnaires disposent de nouvelles recrues pour leurs forces politiques et militaires, de créer un climat d'instabilité le long de la frontière kampuchéenne, de faciliter leur infiltration au Kampuchea afin de mener des activités subversives contre le pouvoir révolutionnaire kampuchéen et de détourner l'aide humanitaire afin de permettre à un certain nombre de personnes de s'enrichir en Thaïlande.

Les autorités thaïlandaises ont prétendu qu'elles avaient autorisé le rapatriement volontaire des réfugiés pour des raisons humanitaires. Si tel était réellement le cas, pourquoi se sont-elles obstinées dans leur refus de négocier et ont-elles pris des mesures unilatérales à l'encontre du Kampuchea, alors que le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen avait déclaré qu'il était prêt à négocier les modalités d'un accord sur ce rapatriement? De toute évidence, elles veulent se servir des réfugiés à leurs propres fins politique et militaire. Pendant la saison sèche de 1979, lorsque les troupes restantes de Pol Pot étaient menacées de désintégration, elles leur ont ouvert la frontière et ont incité les Kampuchéens

à s'enfuir en Thaïlande en tant que réfugiés, en leur promettant des vivres. Avec l'arrivée de la saison des pluies, et lorsque la clique de Pol Pot et les autres groupes khmers réactionnaires se sont imaginés qu'ils pourraient semer le désordre, à la faveur des conditions météorologiques, les dirigeants thaïlandais ont refoulé les réfugiés, ce qui revenait à utiliser des civils, des femmes et des enfants comme bouclier derrière lequel abriter les réactionnaires khmers qu'ils renvoyaient dans leur pays, une fois qu'ils avaient repris des forces et s'étaient dotés de matériel plus moderne, afin de combattre le peuple kampuchéen. Telle est la véritable raison du renvoi massif et brutal vers le Kampuchea de dizaines de milliers de réfugiés, pendant la saison des pluies de 1979. C'est également là que réside l'essence du prétendu "plan de rapatriement volontaire" que les milieux dirigeants thaïlandais tentent actuellement de mettre en oeuvre pendant la saison des pluies.

Les propositions du Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen constituent des mesures concrètes propres à faciliter le règlement du problème des réfugiés et des secours, par la voie de négociations et par la coopération entre les deux parties, avec le concours d'organisations internationales. Elles ont des objectifs humanitaires, contribueront à la paix et à la stabilité dans les régions frontalières des deux pays et sont fondées sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté du Kampuchea et de la Thaïlande. Il est impossible d'appliquer des mesures prétendument humanitaires qui n'ont pas été négociées et qui violent la souveraineté du Kampuchéa.

c. Forme des négociations :

Le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen a fait preuve d'une grande souplesse et de beaucoup de bonne volonté en ce qui concerne la méthode de négociation : les négociations pourront être menées directement ou indirectement, par l'entremise d'un pays représentant le Kampuchéa et d'un autre pays représentant la Thaïlande, ou par un intermédiaire qui sera désigné d'un commun accord par les parties intéressées.

Les dirigeants thaïlandais ont refusé de négocier avec le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen, sous le prétexte qu'ils ne reconnaissent pas la République populaire du Kampuchea. Toutefois, il importe de rappeler ici qu'au cours des 20 dernières années, les Etats-Unis et le Viet Nam ont poursuivi des négociations et signé des accords à trois reprises mais qu'ils ne se sont toujours pas reconnus mutuellement (les Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, l'Accord de Genève de 1962 sur le Laos et l'Accord de Paris de 1973 sur le Viet Nam). En outre, en 1955, bien que le Viet Nam et la Thaïlande ne se soient pas reconnus mutuellement, leurs sociétés de la Croix-Rouge ont engagé des négociations à Rangoon qui ont abouti à un accord sur le rapatriement de résidents vietnamiens en Thaïlande. Dans les relations internationales, il existe de nombreux exemples de pays qui choisissent la voie de la négociation pour régler leurs différends, bien qu'ils ne se soient pas reconnus mutuellement.

La Thaïlande soutient également que, par leurs propositions, les trois pays d'Indochine veulent l'amener à reconnaître le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen. Mais ce dernier a clairement fait savoir que, pour lui, l'ouverture

de négociations n'est pas liée à la question de la reconnaissance. En fait, divers organismes des Nations Unies ont négocié avec le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen afin d'organiser les secours humanitaires, bien que le Conseil n'ait pas encore recouvré le siège qui lui revient à l'Organisation des Nations Unies.

La seule conclusion qu'on puisse tirer est que la raison avancée par les autorités thaïlandaises n'est qu'une imposture et part d'un raisonnement fallacieux. En fait, certaines personnes appartenant aux milieux dirigeants de Bangkok, sous les pressions de Beijing, refusent les négociations, sous quelque forme que ce soit. Elles veulent uniquement imposer des mesures unilatérales qui constituent une violation flagrante de la souveraineté du Kampuchea.

En bref, les mesures proposées par les autorités thaïlandaises ne visent pas à relâcher les tensions et à préserver la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est mais sont seulement des manoeuvres de collusion avec les éléments belliqueux de Beijing, afin de s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea, de violer sa souveraineté et de contrer les trois pays d'Indochine. En complicité avec la Chine, la Thaïlande a créé des tensions le long de sa frontière avec le Kampuchea et exploité le problème des réfugiés kampuchéens et celui des secours humanitaires aux Kampuchéens dans l'intention de scinder le pays en deux forces et en deux zones. Elle a aussi exigé un règlement politique du prétendu problème kampuchéen qui soit conforme aux intérêts de l'expansionnisme et de l'hégémonisme chinois et à ceux du "grand thaïsme" des réactionnaires thaïlandais. Il s'agit d'une politique myope et dangereuse qui va à l'encontre des véritables intérêts du peuple thaïlandais, porte préjudice à la Thaïlande elle-même et compromet la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

La proposition en quatre points avancée à la Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam à Vientiane est raisonnable, logique et équitable, car elle respecte les intérêts légitimes du Kampuchea et de la Thaïlande. Elle ouvre la voie à la paix et à la stabilité le long de la frontière séparant le Kampuchea de la Thaïlande et garantit la souveraineté et la sécurité des deux pays. L'opinion publique mondiale a été conquise par le sérieux et la bonne volonté du Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéen et des trois pays d'Indochine qu'elle considère comme un élément positif susceptible de contribuer au relâchement des tensions et à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, ainsi qu'à la paix mondiale.

\* \* \*

La juste cause des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea est largement approuvée et appuyée par l'Union soviétique et par les autres pays socialistes, de même que par tous les peuples épris de paix et de justice. La tendance vers la paix, la coopération et l'amitié entre les pays de l'Asie du Sud-Est s'accroît parce qu'elle représente l'aspiration la plus profonde de centaines de millions de personnes dans cette région. Toutes les tentatives des expansionnistes chinois, en collusion avec les impérialistes américains, pour s'opposer au Viet Nam, au Kampuchea et au Laos et dresser les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est contre les pays d'Indochine sont vouées à l'échec total.

Hanoï, le 26 août 1980